

Extrait du site anarchisme et non-violence 2

<http://anarchismenonviolence2.org>

Entre violence et non-violence

- Textes - Sur des sites amis -

Date de mise en ligne : lundi 18 septembre 2006

anarchisme et non-violence 2

Par définition une société anarchiste ne peut reposer sur la violence. Or, pour parvenir à une telle société, il y a un préalable - abolir le pouvoir - et une grande question : comment se fera l'abolition de ce pouvoir ? Avec ou sans violence ? Avec violence ? Mais, dans ce cas, l'utilisation de la violence révolutionnaire, une fois le pouvoir détruit, aura-t-elle pour conséquence de rendre impossible l'édification d'une société sans rapports de domination ? C'est là une des questions auxquelles les militants anarchistes doivent s'efforcer de répondre. Cet article est une contribution à cet indispensable débat.

De la dynamique révolutionnaire

C'est un lieu commun que de prôner une sorte de non-violence politiquement correcte, en imputant à l'utilisation de la violence les échecs des différentes luttes révolutionnaires. Ainsi peut-on lire : « Nous pouvons dire en toute sûreté que plus la violence est employée dans la lutte de classe révolutionnaire, moins cette dernière a de chance d'arriver à un succès réel » [1] A l'appui de ces affirmations sont évoqués, de manière très furtive, et au choix, la Terreur, la guerre civile ou la lutte armée, voire le terrorisme. Et loin d'approfondir les leçons du passé, on s'enfonce de plus en plus dans des raccourcis faciles, imprégnés d'imagerie scolaire : « Il est criminel de croire ou de laisser croire, que couper quelques têtes et se baigner dans des fleuves de sang d'une guerre civile libératrice annoncée, fera avancer en quoi que ce soit le schmilblick de la rupture avec le capitalisme et celui de l'édification d'une société libertaire » [2] Ces simplifications sont très utiles depuis deux cents ans à tous les réactionnaires qui utilisent la confusion entre la violence de masse et les épisodes de la Terreur [3]. De là l'exclamation du député du Front national Romain Marie, à la tribune du parlement européen, à l'occasion du bicentenaire de la révolution française : « Le 14 juillet 1789 a été le début du temps des assassins. » [4]

Pour les anarchistes, il est au contraire fondamental de repérer dans l'histoire ces moments de rupture - qu'ils se situent en 1789, 1917 ou 1936 - pendant lesquels la population quitte son rôle passif pour passer à l'action. C'est ce que fait par exemple Kropotkine qui, dans son ouvrage la Grande Révolution, s'attache à montrer l'importance de l'action directe des masses dans la dynamique des événements révolutionnaires. En effet, si la Révolution de 1789 fut une révolution bourgeoise, la bourgeoisie par elle-même n'aurait pu détruire la monarchie. Dans cet affrontement avec le pouvoir, comme c'est le cas plus généralement, ce n'est pas le degré de non-violence qui a déterminé le succès mais, très logiquement, le rapport de force qui a permis une dynamique offensive, protéiforme et décentralisée. Dans cet exemple, comme dans d'autres, la destruction d'éléments symboliques du pouvoir a joué un rôle déterminant parce qu'elle a permis de libérer de nouvelles formes d'organisation sociale, fonction de l'imaginaire collectif et du niveau de conscience des individus. Entre parenthèses, que la prise d'une forteresse ou la chute d'un mur puissent signer la fin de la monarchie ou du national-communisme nous autorise à dire que le pouvoir le plus féroce contient aussi sa part de fragile subjectivité. Pour revenir à notre sujet, observons que, même lorsque le niveau de conscience est insuffisant, on peut assister à des épisodes de révolte massive, certes inabouties, mais qui peuvent tout de même nous éclairer sur la dynamique de masse.

A l'inverse, les épisodes de réaction se caractérisent par le retrait de la scène historique des masses populaires, qui laissent ainsi la place à des fractions politiques. Ces dernières mettent un terme à toute destruction du pouvoir pour, au contraire, le reconstruire, le défendre et le conquérir. Le résultat est un mouvement centralisateur, étatique et militariste. Une lecture plus fine de l'histoire montre que ce sont ces mouvements de réaction, et non l'action révolutionnaire, qui produisent la Terreur comme la guerre. Les événements les plus sanglants sont le produit du reflux révolutionnaire (par exemple, la Bataille de l'Ebre en 1938) et non les causes de son insuccès.

Non-violence et politique

La violence révolutionnaire n'est donc autre chose que la quantité d'énergie nécessaire à produire une rupture historique. Mais le discours dominant nous habitue à un concept de violence aussi polyvalent que creux. Ainsi, si l'on en croit les médias, il y aurait des « violences » à l'école tout comme il y a des « violences » en Irak. Inversement, le terme de violence est absent du discours journalistique et politique relatif au Paris-Dakar, quel que soit le nombre de fillettes écrasées par les camions.

Le flou est total, et cette confusion conceptuelle, loin d'être due au hasard, découle de la volonté des politiciens de tracer une frontière entre ce que le système permet et ce qu'il ne permet pas. Est dès lors réputée violente toute action qui ne rentre pas dans le moule de la protestation « citoyenne », du syndicalisme intégré, ou des autres formes de contestation politiquement correctes. Globalement, le qualificatif « violent » est essentiellement une étiquette qui permet de stigmatiser l'adversaire. Par ce tour de passe-passe, il n'y a de violence que chez ceux qui contestent le système, tandis que les oppresseurs, qu'ils bombardent une cité, affament la moitié d'un continent ou torturent dans les commissariats et les camps, sont toujours les gardiens du droit et de la justice et finalement de véritables non-violents auxquels rien - si ce n'est une regrettable bavure de temps en temps - ne saurait être reproché. Les révolutionnaires qui se prennent à singer cette rhétorique nous font assister à un étonnant spectacle et donnent l'impression de chercher à s'excuser de vouloir renverser l'ordre établi. Coincés dans leur contradiction - puisque la violence révolutionnaire ne peut trouver sa place dans le cadre juridique de la bourgeoisie -, ils finissent par élaborer une espèce de théorie de la légitime défense qui justifierait, quand on en aurait besoin, la fin de la non-violence : « Nous devons nous défendre, et la violence peut nous être imposée » [5]. Cette banalité, puisée dans les idées reçues, est source de bien des pièges.

La révolution libertaire ne peut triompher que par la participation des masses. C'est cette participation qui détermine le rapport de force. Plus celui-ci est élevé et plus la violence est limitée. C'est donc quand ce rapport de force est élevé (et non en état de « légitime défense » ou, pire, lorsque la violence est imposée par une provocation) que les masses peuvent détruire la légitimité qui permet les conditions de leur exploitation et de leur domination. Ceux qui prônent la non-violence à ce moment là (quand tout est possible et que la violence peut être très limitée), pour ensuite réfuter la non-violence en période de reflux (par le recours à la « légitime défense »), prouvent deux choses : qu'ils utilisent la non-violence comme concept tactique (et non comme un postulat philosophique qui mériterait d'être discuté autrement) et qu'ils l'utilisent mal. En effet ils sont à rebours de toute la dynamique révolutionnaire, car ils raisonnent en dehors des masses, comme si le mouvement anarchiste devait être coupé d'elles. Certains en arrivent à tant les mépriser, à force de confusion historique et légaliste, qu'ils peuvent tenir des propos, tels que : « Les pauvres par eux-mêmes ne peuvent que foutre le bordel » . [6] , qui constituent la négation même des capacités d'auto-organisation des masses. Ce qui revient à nier la base de la philosophie libertaire.

Violence et pouvoir

A priori, une question est tranchée : On ne saurait penser le pouvoir sans violence. Réciproquement, il faudrait éviter toute forme de violence pour ne pas reproduire les mêmes rapports de domination entre individus. Mais dire cela ne suffit pas à expliquer comment détruire le pouvoir en place.

On peut toujours, comme le font certains réformistes et même des radicaux appeler à un non-pouvoir, un contre-pouvoir ou un pouvoir parallèle ! Ce faisant, après avoir reconnu le pouvoir comme violent, ce type de stratégie conduit à se mettre à sa merci et à n'exister que tant que le pouvoir le veut bien. Autrement dit, le fait de réfuter toute forme de violence pour éviter de reproduire le pouvoir est une invitation à subir éternellement la violence de l'État.

Cette façon de tourner en rond provient d'une incapacité à concevoir la société autrement que telle qu'elle existe à ce jour. La question doit donc être posée autrement : Est-ce qu'une société viable, non impuissante, c'est-à-dire capable d'organiser les rapports inter-individuels, ne peut, pour fonctionner, que reproduire éternellement les mêmes rapports de domination ? C'est dans les capacités de l'humain à modifier radicalement les rapports que nous vivons actuellement, à penser d'autres formes de société, dans lesquelles le pouvoir appartienne à l'ensemble de la collectivité, et non à une classe, ne s'impose à personne en permettant à tous de s'impliquer que réside la réponse.

Cette capacité collective, l'humanité la possède, comme de nombreux faits le prouvent, que ce soit l'existence fort ancienne de sociétés sans État ou les pratiques contemporaines des collectivités et assemblées (soviets, conseils, collectivités de 1936, etc.). Les anarchistes doivent, à mon avis, tout mettre en oeuvre pour faciliter, dans les moments de rupture historique qui se produiront, ce basculement, sous peine de voir se reconstituer, une fois de plus, l'État. [7] » Car c'est effectivement l'incapacité à produire ce basculement, à abolir les divisions sociales qui, laissant le champ libre à la réaction, est la cause de la reproduction du pouvoir ; et pas, comme on voudrait nous le faire croire, la violence révolutionnaire des masses.

O.

À lire sur le sujet : la Grande Révolution de Pierre Kropotkine ; la Société contre l'État de Pierre Clastres.

Article paru en ligne sur le site de la CNT - AIT

http://cnt-ait.info/article.php3?id_article=1068

[1] « A propos de la lutte armée », Jipé, C.S., rédaction de Montpellier, n° 196

[2] Unité pour un mouvement libertaire, brochure, J.-M. Raynaud, 2002

[3] De la chute des Girondins à celle de Robespierre

[4] Bernard Marie a des trous de mémoire : le temps des assassins a commencé bien avant. Avec l'Inquisition par exemple...

[5] « À propos de la lutte armée », Jipé, C.S., rédaction de Montpellier, n° 196.

[6] « Qu'est-ce que le prolétariat ? », Cercle Berneri, À Contre-courant, n° 67, sept. 95.

[7] Alexandre Berkman écrivait à juste titre : « La tragédie des anarchistes au milieu de la révolution, c'est qu'ils sont incapables de trouver et leur place et leur activité.